

# Tribune socialiste

N° 360 / 15 FÉVRIER 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Elie Kagan

## Pourquoi ce Conseil National

**Manuel Bridier**

**N**otre conseil national des 30 et 31 mars prochains ne sera pas une réunion comme les autres — ni par son objet, ni par la méthode que nous voulons adopter.

En mettant à l'ordre du jour les problèmes de l'emploi et des luttes sociales, plutôt que les aspects traditionnels des questions dites « politiques » nous n'avons eu le souci

ni de l'originalité ni de l'actualité immédiate. Nous avons voulu, tout simplement, mettre le débat sur ses pieds.

### *Les partis et les syndicats*

Chacun, aujourd'hui, ressent plus ou moins ce qu'il y a d'irréalité, de gestes symboliques, dans l'activité du parlement et des partis. Que la

faute en soit pour une part aux partis eux-mêmes, pour une large part à la nature du régime, il est certain que l'on n'attend plus de la seule action politique, sous ses formes habituelles, une transformation décisive de notre société. Au demeurant, chacun sait que le problème du pouvoir, de l'orientation (suite page 3)



**L'affaire  
Rhodiaceta**

**L'inadmissible  
sélection**

Monique Bonnet

**L'appel  
de La Havane**

**Le nouvel  
Adamov**

André Laude

**L'exemple de  
la B.B.C.**

René Lalli



## □ LES POINGS SUR LES I Gaullisme à main armée

**L**es gaullistes de gauche, qui n'ont pas grand chose à se mettre sous la dent, se rabattent volontiers sur la politique extérieure du régime.

A grand renfort de déclarations et de dithyrambes, ils s'évertuent à masquer les réalités de la politique économique-sociale menée à l'intérieur par les défenseurs du néo-capitalisme français. « On ne peut pas tout avoir », tel semble être leur principe.

Avoir quoi ? Avoir, si nous en croyons ce quarteron de prestidigitateurs, le plein emploi et une France respectée à l'extérieur, une France qui serait, dans ce monde troublé, frémissant de violences, un symbole de paix et de progrès.

Fermez les yeux, écoutez ces voix charmeuses : grâce à de Gaulle, la France est devenue pour des millions d'êtres, une source d'espérance. Ceux qui sont dans les chaînes nous regardent, attendent que nous agissions. Et de citer les propos de Québécois exaltés, de présidents d'États du tiers monde saluant dans l'homme de l'Élysée un « libérateur ».

Le procès de cette politique extérieure a suffisamment été mené pour que nous n'y revenions pas. Tout au plus, nous attarderons-nous sur un aspect susceptible d'émouvoir ces « âmes nobles », que sont nombre de gaullistes de gauche.

Quand le gouvernement français, pour servir les intérêts de ses « marchands de canons », vend des armes à l'Afrique du Sud raciste, qui se prépare à affronter la masse des hommes noirs opprimés par l'apartheid, du matériel anti-guérilla aux oligarchies du Pérou et du Venezuela, peut-on s'enorgueillir, alors qu'on se proclame plus « socialistes » que les partis de gauche ?

Dormez en paix messieurs les gaullistes de gauche ! et demain, quand monteront les hurlements des chairs fouillées par les balles françaises, les obus français, n'oubliez surtout pas de signer des pétitions. Avant que les travailleurs unis ne vous renvoient à vos chers « cas de conscience » !

André LAUDE

## □ Coopération agricole

**L**e 31 janvier dernier, les deux Unions nationales de coopératives du groupe Mac-Mahon (Union nationale des coopératives agricoles d'approvisionnement et Union nationale des coopératives agricoles de céréales) tenaient à Paris leur Assemblée générale. Les congressistes notaient avec satisfaction la stabilité du chiffre d'affaires, malgré une mauvaise année de récolte, en ce qui concerne les céréales et une augmentation de 25 % en un an du chiffre d'affaires pour les coopératives d'approvisionnement. Il faut voir là, la preuve de leur vitalité.

Deux points essentiels ont dominé les débats. Le premier a trait à l'ordonnance gouvernementale sur la coopération contre laquelle une motion d'hostilité a été adoptée. Nous en extrayons la phrase suivante : « l'ordonnance a été rédigée non à l'avantage de l'agriculture mais bien comme si elle devait réduire l'influence et démanteler nos organisations qui, par leur réussite et leur expansion progressive au cours de 3/4 de siècle, devenaient gênantes pour des puissances économiques extra-agricoles dont les intérêts privés sont contraires à ceux de l'agriculture... ».

On a laissé entendre en haut-lieu que cette ordonnance était nécessaire vis-à-vis de l'étranger. Or, les agriculteurs des autres pays du Marché commun ne cachent pas leur inquiétude devant cette orientation de la coopération agricole vers une forme commerciale qui risque de gagner chez eux.

Le deuxième point concerne l'unification de la coopération agricole. Nous devons rappeler qu'il existe, en matière céréalière et approvisionnement deux groupes qui luttent d'influence : le groupe « La Fayette » dont le siège est rue La Fayette, considéré comme traditionnellement de droite et le groupe « Mac-Mahon » (rue Mac-Mahon) considéré, lui, comme traditionnellement de gauche.

L'assemblée générale du 31 janvier est celle de ce dernier groupe qui souhaite l'unité pour faire face à la formidable puissance des firmes dont le caractère intégrationniste menace la liberté économique de nos agriculteurs (aliments du bétail en particulier). Les appels du groupe « Mac-Mahon » sont restés sans réponse.

Le groupe « La Fayette » qui comporte lui aussi des coopératives céréalières et d'approvisionnement semble s'orienter vers une union po-

lyvalente en son sein plutôt que vers une unification avec « Mac-Mahon ». Les dirigeants de ce dernier groupe regrettent évidemment cette attitude et pensent qu'il faut persister pour arriver à l'union afin de s'imposer sur le marché.

Sans doute certains dirigeants du groupe « La Fayette » soucieux de leurs propres intérêts freinent cette tendance vers l'unification et s'accrochent égoïstement à leur poste.

La décision appartient donc aux coopératives de base. Elles doivent imposer leur point de vue à leurs unions nationales. Là encore, comme en matière d'élevage, l'agriculteur a son mot à dire, et il doit le dire car son avenir est en jeu. Saura-t-il faire un choix entre ceux de ses dirigeants qui le défendent et luttent pour lui, et ceux dont les intérêts coïncident avec les groupes financiers les plus féroces ?

Nous pensons que toute atteinte à la coopération serait un grave recul économique pour l'agriculture car le producteur serait livré, sans défense, aux aléas d'un marché dominé par la finance.

Jean-Lucien AGUIE.

## □ L'emploi féminin

**L**a statistique classe six millions et demi de femmes dans la population active. Il reste donc des millions de femmes privées de toute occupation professionnelle. Et, parmi elles, des centaines de mille qui sollicitent un emploi. Que des enquêtes aient lieu dans chaque département, et l'on constatera le nombre considérable de demandes d'emploi émanant de femmes, demandes qui ne sont pas satisfaites et qui n'ont aucune chance de l'être !

Parmi les 450 000 chômeurs dénombrés en France, 250 000 seraient des femmes. Mais il faut ajouter à celles-ci des centaines de milliers d'autres désirant travailler et ayant besoin de travailler, qui sont inscrites dans les bureaux de la main-d'œuvre et qu'il faut considérer, elles aussi, comme des chômeuses. Car n'est pas chômeur ou chômeuse seulement celui ou celle, qui est licencié de son lieu de travail, mais celui ou celle qui n'a jamais travaillé, faute d'avoir pu obtenir un emploi.

On sait que les causes essentielles de la crise de l'emploi sévissant actuellement dans le pays sont dues au développement extraordinaire du

Tribune Socialiste

---

Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

---

*Directeur Politique*  
Christian Guerche

*Directeur adjoint*  
Claude Glayman

*Rédacteur en chef*  
Eric Bergaire

*Administration :*  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15° - SUF. 19-20

*Publicité générale au Siège  
de l'administration*

*Directeur de la Publication :*  
Roger Cérat

---

MORIAME - PARIS 1968

progrès technique qui entraîne des transformations au sein de l'entreprise et des licenciements, au courant de fusion favorisé par le pouvoir, à la désindustrialisation concertée de certaines régions. La crise vue sous cet aspect concerne plus particulièrement les hommes. Mais la crise dont sont victimes les femmes, est une crise permanente parce qu'il n'y a pas d'emplois pour la main-d'œuvre féminine. Une étude dans tous les départements apporterait la confirmation qu'en dehors des postes dans les administrations, dans des bureaux et des magasins ou à la chaîne dans certaines usines, il n'y a pas de travail pour les femmes.

Mais l'implantation d'usines (textiles, petites mécaniques) serait possible dans de nombreux départements où abonde une main-d'œuvre féminine disponible. Dans les projets d'aménagement du territoire, on aimerait retrouver cette préoccupation.

Une formation professionnelle intelligemment organisée et adaptée aux besoins économiques réels de la région où elle est donnée, le développement des centres de formation professionnelle accélérée (C.F.P.A.) destinée aux adolescentes et aux adultes devraient constituer les revendications essentielles des mouvements qui se préoccupent de l'emploi féminin.

Le Conseil National du P.S.U. qui se réunit à la fin de mars ne manquera pas d'étudier avec sérieux cet important problème.

Berthe FOUCHERE

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Prima della rivoluzione  
V.O.



## Éditorial

# Pourquoi ce Conseil National

(suite de la page 1)

effective des efforts, du choix des objectifs, de l'utilisation des ressources ne se joue pas seulement au niveau de la majorité parlementaire mais dans l'affrontement des forces économiques, au niveau des entreprises et des luttes sociales.

Plus le régime réduit la démocratie à l'exercice formel d'un droit théorique, plus les luttes sociales apparaissent comme la forme d'expression privilégiée des travailleurs, la manifestation la plus authentique de leurs aspirations profondes. Dès lors, le renversement du régime ne peut résulter que de l'action conjuguée des forces politiques et économiques, des partis et des syndicats.

Certes, la division des tâches entre l'expression politique et l'expression syndicale du mouvement ouvrier n'est pas le fruit d'une aberration historique. Elle répond à une nécessité profonde, qui n'est pas liée seulement à la nature de classe de notre société mais encore, plus durablement, à la division technologique du travail. Sous un gouvernement de gauche, et même dans un régime socialiste, l'autonomie des syndicats par rapport aux partis politiques et à l'État sera nécessaire aussi longtemps qu'il existera une différence entre les fonctions de production, de conception, de gestion, d'administration... c'est-à-dire aussi longtemps que l'État lui-même devra exister. Supprimer cette dualité fondamentale du mouvement ouvrier laisserait les travailleurs sans recours devant les exigences de la technocratie, même si de telles exigences avaient perdu entre temps leur caractère de classe.

L'autonomie réciproque de l'aile politique et de l'aile syndicale du mouvement ouvrier ne saurait aller cependant jusqu'à l'indépendance absolue de ces deux formes d'action sans risquer d'affaiblir le mouvement tout entier. Lors même que les conflits sociaux sont de plus en plus ressentis comme le secteur principal de la vie publique, l'absence de pers-

pective politique les prive du prolongement qui leur permettrait de dépasser le niveau des revendications catégorielles et corporatives pour mettre en cause, de façon globale et décisive, les structures de la société.

Ce n'est donc pas dans notre esprit et pour les nécessités de notre tactique, mais bien dans la réalité des faits et pour les besoins de la stratégie ouvrière dans son ensemble que se trouve posé le problème des liens entre le domaine politique et le domaine social, des rapports entre les partis et les syndicats, partenaires égaux et autonomes dans le cadre d'une même action, pour la réalisation des mêmes objectifs de progrès et de libération des hommes.

### La théorie et la pratique

Question capitale, question délicate, sur laquelle ne manquent ni les réponses ni les controverses. Nous aurions pu, comme on le fait d'habitude, engager notre discussion sur les thèses et les contre-thèses, en y ajoutant nos propres pensées. A cette approche théorique, par la médiation de réflexions déjà faites, nous avons préféré — sans rejeter pour autant les réflexions antérieures — une étude systématique des faits, tels qu'ils se présentent aujourd'hui.

Un projet de questionnaire a été distribué aux organismes de notre parti, à tous les échelons, pour leur permettre de préparer le Conseil national par une large enquête sur les problèmes de l'emploi et des luttes sociales dans les régions, les départements, les localités, les entreprises... Il ne s'agit pas pour nous de dire ce que « nous pensons » de tels problèmes, mais de se pencher sur la réalité elle-même, afin d'en retirer les informations nécessaires à l'élaboration d'une stratégie politique.

Déjà une réunion de nos secrétaires fédéraux a permis à cet égard un premier échange de vues. Des

engagements ont été pris pour la réalisation d'études régionales ou de monographies sur les diverses branches de production, les diverses catégories sociales, les principales entreprises, etc. Des groupes de travail doivent se constituer. Des rapports doivent être préparés, discutés dans les fédérations, adressés au centre national pour une synthèse à notre Conseil.

Une telle mobilisation générale de notre parti et de ses militants ne pourra pas nous fournir une documentation exhaustive sur toutes les branches, toutes les régions, toutes les catégories. Du moins nous permettra-t-elle de nourrir notre réflexion par une moisson précieuse de renseignements et d'expériences rassemblés dans l'ensemble du pays, pour répondre le mieux possible aux problèmes réels, aux aspirations réelles de notre temps.

Bien entendu, ce n'est pas seulement à notre Conseil national qu'appartiendra cette réflexion, tandis que les militants se transformeraient pendant tout un mois en enquêteurs statistiques. Tout au contraire, la collecte des informations doit aller de paire avec leur interprétation, avec la réflexion politique sur les situations étudiées, avec des propositions pour les luttes à venir et les réformes à exiger.

### La démocratie et l'action

On le voit, il ne s'agit pas ici d'une simple technique d'enquête, d'un « truc » pour la préparation de notre Conseil national, d'un « gadget » pour lui donner l'apparence de

la nouveauté — mais d'un style de travail, d'un type de rapport entre les militants qui doit être la marque du P.S.U.

La vérification permanente des théories par la référence au réel, par l'examen constant des contradictions et des transformations de la réalité, ce n'est pas autre chose que l'application sérieuse du socialisme scientifique.

La discussion politique sur les faits, au niveau même où ils sont observés, ce n'est pas autre chose que la démocratie tout court. Il ne s'agit pas, pour nos militants, pour nos sections, de se prononcer sur la pensée des autres, de choisir une fois de plus entre les thèses de X ou de Y — ou de les amalgamer — mais d'élaborer démocratiquement une pensée commune à partir de leur expérience, de leur action.

Il s'agit aussi, bien entendu, de confronter ces expériences avec celles des militants des autres partis de gauche et des syndicats, des mouvements de jeunes, des associations populaires que nous voulons associer le plus largement possible à notre recherche et à nos réflexions.

C'est ainsi que les propositions de notre Conseil national sur l'emploi, sur le droit syndical et sur les réalisations partis-syndicats pourront répondre effectivement aux préoccupations des travailleurs. C'est ainsi qu'elles constitueront — en même temps qu'un bon exemple de travail démocratique — une contribution positive à l'élaboration du programme commun, à l'union des forces populaires, dans l'esprit du front socialiste. □

## Rencontre P.S.U. - C.F.D.T.

Une délégation du P.S.U. composée de Michel Rocard, Robert Chapuis, Marc Heurgon et Jacques Malterre, a rencontré ce matin 13 février une délégation du bureau confédéral C.F.D.T., composée de André Jeanson, René Bonety et Edmond Maire.

Les deux délégations ont procédé à un échange de vues sur les perspectives à court terme des actions politique et syndicale, ayant comme objectif d'exprimer la volonté des travailleurs de remettre fondamentalement en cause les objectifs de la politique économique et sociale du pouvoir.

Elles ont convenu de poursuivre cette confrontation afin de préciser les thèmes de cette double action, notamment dans le domaine du plein emploi et de la Sécurité sociale.

Au surplus, elles ont procédé à une première étude des méthodes à mettre en œuvre pour permettre entre les formations et groupes intéressés par l'élaboration d'une politique à long terme de la gauche, une réflexion commune, dans le respect des responsabilités propres à chaque organisation, sur les thèmes, les choix et les moyens que cette politique implique.



□ Lyon

## L'affaire Rhodiaceta

Le conflit de Rhodiaceta a éclaté il y a un an. Visitant à cette époque l'usine de Besançon, occupée depuis trois semaines par les travailleurs en grève, j'avais été frappé par la cohésion des responsables syndicaux et par la détermination des salariés rencontrés. L'état d'esprit est le même aujourd'hui. Rares furent les journalistes qui sont allés voir sur place ce qui se passait. Et je me souviens encore de cet ouvrier, trop heureux de m'avoir sous la main, et qui m'expliquait comment à cause de ses conditions de travail il n'avait passé qu'un seul Noël chez lui depuis dix

ans ; et il finissait en me disant : « Expliquez bien que nous sommes décidés à aller jusqu'au bout ».

A la lumière du nouveau conflit, qui a éclaté en décembre dernier à Lyon, on peut dire que le « bout » n'est pas encore atteint.

Qu'est-ce qui fait bouger Rhodiaceta ? Que cache cette épreuve de force pratiquement permanente ? Nombreux sont ceux qui se posent ces questions. Deux textes émanant de la Fédération P.S.U. du Rhône, et que nous publions ici, y répondent.

Jacques FERLUS.

**A** Rhodia, sous prétexte de difficultés économiques, on supprime des salaires. Cela rappelle étrangement Zénith, Bull, les Hauts-Fourneaux de Chasse, le Progrès, etc., pour la région lyonnaise.

La situation des travailleurs de Rhodia n'est qu'un épisode de la politique de régression sociale du gouvernement.

Toute la région lyonnaise est concernée par les événements de Rhodia. Par le jeu de la sous-traitance et de l'appel à la main-d'œuvre d'entreprises extérieures, la mise en sommeil de l'activité de Rhodia entraînera des réductions d'horaires, de salaires, des licenciements qui seront peu connus car plus discrets et sans relation apparente.

### Un système implacable

Ce n'est pas parce que Rhodia a de « mauvais » patrons qu'elle est incapable de maintenir les ressources et les emplois de son personnel, mais parce que ses dirigeants jouent le jeu d'un système où seul compte l'importance de la rentabilité immédiate des investissements financiers.

Une économie qui n'a pour objectif que le profit, et un profit géré selon le bon vouloir de quelques-uns sans responsabilité devant les travailleurs, ne peut être qu'en contradiction avec les besoins réels des hommes.

Un tel système ne peut s'appuyer que sur la force, sous prétexte de maintien de l'ordre, « son ordre ». Voir les milliers de C.R.S. mobilisés

pour intimider et frapper, mercenaires aux ordres des patrons. Ou bien, se rappeler qu'en mars comme aujourd'hui les discussions avec les représentants patronaux s'achèvent dans les bureaux des préfets ou des ministres.

Car l'Etat est le soutien et l'expression de ce régime capitaliste. Remplacer de Gaulle ne suffirait pas, pas plus qu'un changement de patron ne modifierait la vie à l'intérieur d'une usine.

Le P.S.U. en est conscient et travaille à l'avènement d'une alternative socialiste au système actuel.

L'appropriation collective des moyens de production peut seule permettre de faire bénéficier les salariés du fruit de leur travail de manière durable et croissante.

### Vers le front socialiste des travailleurs

Mais ce n'est pas une victoire électorale et parlementaire de la gauche qui permettra seule ce changement. La gauche au gouvernement sera sans pouvoir réel si elle ne peut s'appuyer immédiatement sur des organisations de salariés ayant pris des pouvoirs concrets à tous les niveaux. Il faut mener le combat dans l'entreprise, la cité, le quartier, la région, pour y préparer les structures socialistes.

Chacun doit prendre part à l'action syndicale et politique.

Tous ensemble nous soutiendrons la lutte dure et longue qui mène au Socialisme. □



### HISTOIRE D'UN TRUST

**R**hodiaceta est né de la guerre 1914-1918. En 1916-1918, les avions alliés avaient leur enrobage verni avec de l'acétate de cellulose grâce à un procédé mis au point par la Société Chimique des « Usines du Rhône » (plus tard Rhône-Poulenc).

Le 23 juin 1922, les Usines du Rhône et le Comptoir des Textiles Artificiels (C.T.A.) fondent Rhodiaceta. C'est à Roussillon (Isère) que s'implante la première usine de métiers à filer. Afin d'accroître son autonomie technique Rhodiaceta monte une usine chimique capable de lui fournir l'acétate de cellulose, c'est l'usine de Péage-de-Roussillon (Isère). Dès lors suit une expansion très rapide. A Lyon-Vaise est construite une filature qui démarre en 1928.

A cette époque, les débouchés de vente vers l'étranger sont insignifiants, compte tenu des difficultés douanières. Or, en Allemagne et en Italie, pays grands consommateurs de textile, personne ne fait de soie à l'acétate. Comme, d'autre part, une importante crise textile a lieu en France en 1929-1930, Rhodiaceta en profite pour créer à Fribourg (Allemagne) et Pallanza (Italie) deux usines construites sur ses plans, par ses ingénieurs et conduites par ses directeurs.

En 1929, Rhodiaceta occupe au total 2 400 personnes. Cette année-là, avec le concours de Rhône-Poulenc — qui y est déjà installé — elle monte au Brésil une petite filature d'acétate qui démarre en 1930 et est devenue depuis une importante usine. En 1935, c'est l'Argentine qui voit s'ériger une filature Rhodiaceta.

C'est à nouveau la guerre ; petits profits supplémentaires pour Rhodiaceta, qui produit en France la fibre acétate Kaki utilisée en quantité importante par l'Inten-

dance militaire. (Et en Allemagne et en Italie ?...)

En 1928, elle avait vendu son procédé acétate à la société du Pont de Nemours, aux U.S.A. Cette dernière met au point la filature du nylon et cède à Rhodiaceta sa licence.

Le matériel en provenance des U.S.A. arrive en mai 1940. A la Libération, après agrandissement de l'usine de Vaise, la production et les profits montent en flèche.

En 1950, Rhodiaceta achète l'ancienne poudrerie de Saint-Fons pour y installer une usine chimique. Après l'achat d'une licence anglaise sur les fibres polyesters (Tergals), en 1953, c'est la mise en marche d'une usine à Besançon (1954).

Aujourd'hui, Rhodiaceta est une société au capital de 450 000 000 de francs nouveaux contre 250 000 000 en 1960 ! Elle occupe 12 000 personnes et contrôle en France les Sociétés Rhovyl, Crylor, Svat (fabrication du Rilsan), Norsyntex. Ce groupe fournit 95 % des textiles synthétiques produits en France.

Elle participe à l'étranger à différentes entreprises, dont la S.A.F.A., à Barcelone, la Viscose suisse, Fabelta en Belgique, etc., elle flirte avec des géants allemands, comme Hoescht.

Les usines Rhodiaceta Allemagne, Italie, Brésil, suivent le même rythme d'expansion.

Toute cette « prospérité » est prélevée sur le travail.

Sait-on par exemple que « Rhodia » vient de décider au Brésil de liquider une plantation de cannes à sucre (destinée non pas à l'alimentation mais à la production de l'acétone, matière première des filatures d'acétate). Ce procédé devenant « non rentable », on livre délibérément 1 300 familles brésiliennes aux bidonvilles de Sao-Paulo. □



□ Université

## L'inadmissible sélection

Monique Bonnet

**L**es conditions désastreuses de la rentrée universitaire 1967 vont servir de base à des décisions gouvernementales dangereuses qu'il faudrait éviter à tout prix.

C'est à la Faculté des Sciences de Paris que le problème est le plus grave. En effet, le doyen Zamansky a fait approuver en novembre dernier, par l'Assemblée des professeurs de la Faculté des Sciences de Paris, une résolution qui, en tenant compte du nombre maximum de 6 900 étudiants qu'il est possible de recevoir dans des conditions satisfaisantes au 1<sup>er</sup> cycle des études scientifiques, demande au ministre de l'Éducation nationale de prendre les mesures nécessaires pour inscrire ailleurs qu'à la Faculté des Sciences de Paris, les étudiants qu'elle ne pourra pas accueillir.

Cette décision aurait pu intervenir dès la rentrée 1967 mais le ministre a renoncé à prendre des mesures impopulaires, que les familles d'étudiants auraient mal acceptées.

Le ministre ayant bénéficié d'un sursis d'une année, qui sera payé très cher par les étudiants, va probablement chercher une solution pour la rentrée 1968.

Ce pourrait être la mise en chantier rapide de constructions préfabriquées ou industrialisées dans la périphérie de Paris pour accueillir les nouveaux bacheliers dans les différentes sections de 1<sup>er</sup> cycle.

Au sujet des constructions nécessaires, le Ministère dira sans doute que les terrains manquent. Il faut savoir qu'une Faculté des Sciences devait ouvrir à la rentrée 1968 à Villetaneuse, dans la banlieue nord. Mais les terrains choisis exigeaient l'expropriation de nombreux propriétaires de petits pavillons, et les formalités sont si longues qu'il n'est plus question de cette ouverture. Il est prévu aussi dans le plan d'aménagement de la région parisienne, une installation universitaire dans la banlieue est, à Bry-sur-Marne-Noisy-le-Grand. Là, les terrains sont encore à l'état rural, mais il s'agit sans doute d'un projet pour l'an 2000 !

Si ces hypothèses de constructions sont envisagées, elles seront probablement repoussées au profit d'une solution beaucoup plus commode : la sélection des candidats à l'enseignement supérieur.

Des statistiques prouvent que la plupart des bacheliers ne font pas preuve des qualités et des connaissances que devrait couronner le bac-

calauréat. Et en l'occurrence, il s'agit moins d'une question de niveau que de la nature même des connaissances. Mais ils n'en sont pas responsables. C'est l'enseignement qu'ils ont reçu depuis les classes primaires qui est en cause. Une réforme de l'ensemble de l'enseignement et donc du baccalauréat est nécessaire, mais combien d'années faudra-t-il avant d'en ressentir les bénéfices ? Il serait profondément injuste en attendant de pénaliser les bacheliers.

Il est démontré aussi qu'une importante proportion des étudiants admis en Faculté n'obtient pas de bons résultats, et après un laps de temps plus ou moins long, quitte l'enseignement supérieur sans aucun diplôme et sans aucune qualification. Mais seule l'organisation de l'enseignement supérieur porte la responsabilité de ces échecs massifs :

— Manque de personnel enseignant qualifié. Les professeurs sont souvent remplacés par des maîtres-assistants ou assistants et ni les uns ni les autres n'ont reçu la formation pédagogique nécessaire.

— Manque de locaux : entassement dans les amphithéâtres ; salles de travaux pratiques ou de travaux dirigés inexistantes ou insuffisantes.

— Anonymat de l'étudiant qui n'a pratiquement aucun contact personnel avec ses professeurs.

— Difficulté d'adaptation pour l'étudiant entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. Une année est le plus souvent nécessaire avant que l'enseignement reçu soit assimilé.

— Différence de niveau et d'aptitude des étudiants répartis au hasard dans des sections comportant quelquefois 500 étudiants.

En diminuant le nombre des étudiants admis dans la Faculté des Sciences, on atténuerait momentanément quelques-uns de ces inconvénients, mais le problème resterait posé dans son ensemble. Toutes les statistiques montrent que la France manque de techniciens, de cadres scientifiques, de professeurs d'enseignement secondaire et supérieur, de médecins.

C'est donc un problème national d'empêcher la sélection des bacheliers **AVANT L'ENTREE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.**

Cette décision compromettrait l'avenir de milliers de jeunes, freinerait à plus ou moins longue échéance l'expansion industrielle et économique de la France, contribuerait à



Elie Kagan

augmenter le chômage et constituerait un énorme recul du point de vue scientifique.

Par contre, la solution constructive serait de rendre effective L'ORIENTATION des étudiants au cours d'un premier cycle d'enseignement qui comporterait par exemple des sections scientifiques et des sections technologiques dans le même établissement, la même ville ou la même région.

La réforme Fouchet — que nous contestons fondamentalement — est maintenant appliquée et pour plusieurs années vraisemblablement. Elle comporte un premier cycle de deux ans. D'autre part, la formation prévue dans les Instituts Universitaires de Technologie comporte aussi deux années d'études après le baccalauréat. Si le programme de la première année de premier cycle était un programme-test qui déterminât les aptitudes des étudiants, soit pour des études à caractère abstrait, soit pour des études plus appliquées, au lieu d'être conçu pour l'élimination des candidats incapables de s'adapter aux études supérieures, il serait facile à la fin de la première année de premier cycle, d'orienter les étudiants vers trois voies différentes :

— 2<sup>e</sup> année du premier cycle de Faculté pour ceux qui ont révélé des aptitudes et des résultats suffisants pour les études scientifiques ; 2<sup>e</sup> année des I.U.T. pour ceux qui, d'après leurs aptitudes et leurs résultats seront plus à l'aise dans des études plus appliquées ou technologiques ; école professionnelle pour les étudiants qui n'ont pas les aptitudes nécessaires pour s'adapter à l'enseignement supérieur et en tirer profit. Au bout d'un an ou deux de formation spécia-

lisée, ils pourraient obtenir un brevet professionnel leur permettant d'entrer dans la vie active avec une qualification dans le secteur secondaire ou tertiaire.

Ces projets demanderaient évidemment de la part du gouvernement des efforts budgétaires et une organisation plus coûteuse que d'adopter la solution d'un barrage avant l'entrée dans l'enseignement supérieur. Si la sélection est décidée, elle ne coûtera rien à l'Etat.

Par contre, l'organisation réelle de l'orientation demanderait des efforts.

Il faudrait par exemple construire ou ouvrir rapidement dans la région parisienne, pour la rentrée 1968, assez d'établissements de premier cycle scientifique (M.P., P.C., C.B., B.G. et C.P.E.M.) pour accueillir tous les bacheliers qui désireraient s'y inscrire.

Il faudrait que les Départements d'I.U.T. offrent suffisamment de places pour que tous les bacheliers et les titulaires de brevets de techniciens puissent y être admis. Les I.U.T. ont été créés à grand renfort de publicité. Il était prévu qu'ils accueilleraient en 1972, environ 175 000 étudiants. En avançant ces effectifs on oublie de préciser que d'autre part les sections de Brevet de Techniciens Supérieurs seraient supprimées progressivement et comptaient dans cet effectif. En réalité, les I.U.T. n'admettent qu'un nombre ridiculement restreint d'élèves. En 1966-1967 les Départements d'I.U.T. offraient 150 places pour toute la région parisienne. En 1967-1968, la capacité des I.U.T. a peu augmenté. Par exemple, un secteur de grand avenir comme l'Informatique disposait de 36 places pour Paris. Le résultat immédiat est qu'il est presque aussi difficile d'entrer dans un I.U.T. que dans une classe préparatoire aux Grandes Ecoles.

Il faudrait organiser l'information efficace des étudiants en leur signalant à tous les niveaux d'études les débouchés possibles et souhaitables et leur indiquer aussi les secteurs vers lesquels ils ne doivent pas se diriger faute de possibilités.

Si toutes ces conditions étaient remplies, l'enseignement supérieur pourrait enfin accomplir sa mission :

- faire vivre une culture ;
- former des maîtres ;
- poursuivre la recherche ;

et en même temps donner aux étudiants une qualification qui les prépare à un métier de type supérieur selon leurs goûts et leurs possibilités au lieu de les traumatiser avec la continuelle sélection par l'échec qui est de règle jusqu'à présent.

Il est certain que la politique gouvernementale ne choisira pas les voies difficiles de l'orientation.

Le ministre de l'Éducation nationale préférera se servir du prétexte des difficultés de la Faculté des Sciences de Paris, pour mettre en place un système de sélection qui sera imposé à toute la France et pour longtemps. □



## Congrès culturel

# Appel de La Havane

Le congrès culturel de La Havane a vu se dérouler des travaux importants dont Pierre Naville, rendra compte prochainement dans nos colonnes.

Il nous a paru intéressant de donner le texte de l'appel qui en est issu, ainsi que la liste des signataires français de cet appel dont le retentissement mondial est certain.

**A** une époque où le nombre et la fonction des intellectuels dans les processus sociaux sont radicalement différents de ce qu'ils étaient il y a peu de temps encore, et ceci tant dans les domaines de la science et de la technique, de la production matérielle et de la gestion, de la formation et de l'information des hommes que dans celui de la création culturelle ; à une époque où, objectivement, le sort des intellectuels est de plus en plus lié à celui des classes laborieuses et des mouvements de libération nationale, fait dont les intellectuels prennent de plus en plus conscience ; à une époque où l'impérialisme nord-américain fait peser sur la vie même des peuples comme sur l'avenir de la culture une menace universelle ;

NOUS,

intellectuels venus de soixante-dix pays et réunis en congrès à La Havane, proclamons notre solidarité active avec tous les peuples en lutte contre l'impérialisme et tout particulièrement avec l'héroïque peuple vietnamien.

Convaincus que ces peuples ont à faire face à une offensive globale dirigée par l'impérialisme nord-américain secondé à des degrés divers par tous les autres, offensive qui vise à les maintenir dans un état d'assujettissement et de sous-développement économique, social et culturel ou à les y replonger ; convaincus que l'impérialisme, à la tête duquel se trouve l'impérialisme nord-américain, étend ou renforce, pour accentuer sa domination, l'agression militaire, politique, économique et culturelle particulièrement en Corée, au Laos, au Cambodge, au Congo (K), dans le monde arabe, dans les colonies portugaises d'Afrique, au Venezuela, en Bolivie ainsi que dans d'autres pays ; convaincus d'autre part que les travailleurs des pays capitalistes sont l'objet d'une exploitation relevant du même système économique, nous constatons que cette entreprise de domination emprunte toutes les formes, des plus brutales aux plus insidieuses, qu'elle se situe à tous les niveaux : politique, militaire, économique, racial, idéologique et culturel, qu'elle s'appuie sur des moyens financiers gigantesques et dispose de bureaux de propagande camouflés en institutions culturelles.

Au moyen des techniques d'endoctrinement les plus variées, l'impérialisme tente de faire prévaloir le con-

formisme social et la passivité politique ; en même temps, un effort systématique vise à mobiliser les techniciens, les hommes de science et les intellectuels en général au service des intérêts et des objectifs capitalistes et néo-colonialistes. Ainsi, des talents et des compétences qui pourraient et devraient participer à une œuvre de progrès et de libération deviennent des instruments de la commercialisation de la culture, de la dégradation des valeurs et du maintien de l'ordre social et économique imposé par le système capitaliste.

C'est l'intérêt fondamental et le devoir impérieux des intellectuels de résister et de riposter sans hésitation à cette agression : en soutenant les luttes de libération nationale, d'émancipation sociale et de décolonisation culturelle de tous les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et la lutte que mène un nombre de plus en plus grand de citoyens noirs et blancs des États-Unis contre l'impérialisme dans son centre même ; en participant au combat politique contre les forces conservatrices, rétrogrades et racistes ; en démystifiant leur idéologie, et en s'attaquant aux structures qui la soutiennent et aux intérêts qu'elle sert.

C'est pourquoi, de La Havane, au milieu du peuple révolutionnaire de Cuba et après une confrontation d'idées caractérisée par la liberté d'expression si indispensable aux batailles et aux tâches d'aujourd'hui comme à la société nouvelle qui en surgira, nous appelons les écrivains, les hommes de science, les artistes, les enseignants et les étudiants à engager et à intensifier la lutte contre l'impérialisme, à prendre la part qui leur revient dans le combat pour la libération des peuples.

Cet engagement doit se traduire par une prise de position catégorique contre la politique de colonisation culturelle des États-Unis, ce qui implique le refus de toute invitation, de toute bourse, de tout emploi et de tout programme culturel ou de recherche dans la mesure où une acceptation constituerait une collaboration à cette politique. □

Liste des délégués français au Congrès Culturel de La Havane ayant voté l'appel aux intellectuels et la déclaration finale :

Marcel Bennaroche. André Blandin. François Bresson. Georges Con-



Agip

dominas. Didier Dacunha. Jacqueline Delange. Louis-René des Forêts. Henri Denis. Dominique Desanti. Philippe Dezelce. Mario Duflot. Georges Dupré. Georges Fall. Claude Faux. Jean-Michel Fossey. Alain Geismar. Daniel Guérin. André Gorz. Michel Gutelman. Paul-Marie Guyen. Gisèle Halimi. René Heller. Mme Heller. Denis Hollier. Alain Jouffroy. Régina Kahn. Kewes S. Karol. Ugne Karvalle. Adam Kepes. Suzanne Kepes. Yves Lacoste. Jeanne Lehmann. Pierre Lehmann. Michel Leiris. Virgilio de Lemus. George Lim-

bour. Anne Loesch. Anne Luzzati. Mario Luzzati. Charles Malamoud. Joyce Manzour. Dionys Mascolo. Léo Matarasso. Pierre Naville. Henry Pèzerat. Anne Philipe. Jean-Pierre Faye. Jean-Pierre Vigier. Jean-Pierre Zalta. Edouard Pignon. Jacques Pimpaneau. André Pyeire de Mandiargues. Max-Pol Fouchet. Daniel Pome-reulle. Jean Pronteau. Maxime Rodinson. Christiane Rochefort. Louis Rigaudias. Maurice Rue. Maurice Sine. Gérard Van Poorten. Claire Vasarely. Loup Verlet. G. Waysand. Catherine Varlin.

## Communiqué du B. N.

# Aux hommes de gauche des USA

**L**e 13 février verra se dérouler dans toute la France de puissantes manifestations populaires de solidarité avec la lutte du peuple vietnamien contre l'agression américaine. Le Parti Socialiste Unifié appelle tous ses militants et sympathisants à y participer de la façon la plus active. Il affirme que ces manifestations ne sont pas dirigées contre le peuple américain, mais contre la politique du gouvernement qui le déshonore.

Au moment où se déroulent ces manifestations dans notre pays, nous ne pouvons pas oublier la magnifique démonstration du 21 octobre dernier à Washington et nous saluons l'effort courageux de ceux qui se dressent aux États-Unis pour dénoncer les crimes commis en leur nom contre le droit et la liberté du peuple vietnamien. Nous adressons no-

tre salut fraternel à toutes les organisations américaines de lutte contre la guerre au Vietnam. Nous souhaitons ardemment que leurs voix soient entendues par le peuple américain tout entier.

Nous n'oublions pas que le peuple français, lui aussi, a été trompé pendant des années par la propagande de ses gouvernements au temps de la guerre d'Indochine et de la guerre d'Algérie. Votre action doit contribuer à donner un autre visage au peuple des États-Unis pour qu'il retrouve sa place dans la lutte contre l'agression. Nous sommes solidaires de votre effort dans ce domaine et nous souhaitons vivement que des contacts se développent entre les forces progressistes de France et des États-Unis pour une meilleure coordination et une meilleure efficacité de notre combat commun. □



## Guadeloupe

# Le procès des 18

Rémy Grillault

Le 19 février s'ouvrira devant la Cour de Sûreté de l'Etat le procès de dix-huit patriotes guadeloupéens. Pour avoir dit que la Guadeloupe n'était pas la France ils risquent 10 ans de prison. Le 19 février, l'image trompeuse d'un de Gaulle défenseur des peuples opprimés sera enfin effacée.

Le 20 mars dernier, un marchand de chaussures de Basse-Terre, nommé Srnsky, qui ne cache à personne ses convictions fascistes et son mépris du nègre lance son chien-loup contre un artisan infirme établi sur le trottoir devant son magasin. La réaction populaire est instantanée. Le peuple de Basse-Terre depuis si longtemps blessé et humilié s'indigne et manifeste. La répression est brutale. De lourdes peines de prison frapperont les manifestants au cours d'un procès où le provocateur Srnsky, responsable des événements, ne sera pas même à la barre des témoins.

Le 26 mai, à Pointe-à-Pitre, les ouvriers du bâtiment manifestent. Une grève a été déclenchée et la réunion de la Commission Paritaire se solde par un échec en raison de l'intransigeance du patronat suffoqué d'avoir à négocier avec la main-d'œuvre locale. Pendant 48 heures des manifestations ouvrières se déroulent dans la ville. Leur violence est bien moindre que celles des manifestations qui se dérouleront quelques mois plus tard en France, à Redon, au Mans, à Quimper ou à Caen. Mais à la Guadeloupe, c'en est trop. Le préfet donne l'ordre de tirer sur la foule désarmée. On relèvera beaucoup plus de morts que les 20 dénombrés officiellement. Immédiatement la répression s'organise. Les travailleurs sont jetés en prison dans des conditions de détention effroyables. A la Guadeloupe, les tribunaux correctionnels jugeant le plus souvent en flagrant délit, frapperont encore de lourdes peines ceux qui ont été arrêtés.

Mais comme chaque fois que des luttes ouvrières ou des luttes d'émancipation de peuples opprimés ont été écrasées dans le sang, il faut que le Gouvernement trouve des responsables. L'administration gaulliste ne peut accepter que des travailleurs guadeloupéens, habitués à obéir depuis le temps de l'esclavage soient aujourd'hui assez mûrs pour s'indigner seuls et manifester contre une brute raciste ou pour des salaires décents.

Et, comme d'habitude, on accuse « l'ingérence de l'étranger », « les éléments provocateurs cherchant dé-

libérement à créer des émeutes racistes ». Le général Billotte parle « d'agitateurs cherchant la provocation ». C'est un concert pour blâmer ceux que l'on a massacrés. Et il n'est pas singulier de voir alors se joindre au concert la voix du Bureau Politique du Parti Communiste guadeloupéen et du Docteur Bangou, maire communiste de Pointe-à-Pitre, qui n'hésite pas à écrire dans *L'Humanité* : « Certains politiciens ou groupements gauchistes ont voulu effectivement créer un mouvement anti-blanc ». Comme si le fait que les travailleurs opprimés soient Noirs et que les oppresseurs du patronat et de l'administration soient Blancs, faisait de la lutte des premiers contre les seconds une lutte raciste. C'est qu'à vrai dire, le gouvernement a enfin trouvé ses « responsables ». Il s'agit du Groupe d'Organisation Nationale Guadeloupéenne (ou G.O.N.G.) des journalistes du journal « *Le Progrès Social* » et des membres du Comité Populaire de la Jeunesse Guadeloupéenne (C.P.N.J.G.) adversaires farouches du statut colonial et qui refusent la tutelle du Parti Communiste Guadeloupéen, sorte de filiale du Parti Communiste Français.

### *Rien ne reste de l'accusation d'origine*

Vingt-six hommes, vivant en France ou à la Guadeloupe, membres de diverses organisations (Amicale Générale des Travailleurs Antillais et Guyanais, Association Générale des Etudiants Guadeloupéens, G.O.N.G., équipe du Progrès Social, C.P.N.J.G...) sont incarcérés à la Santé. Il faudra plusieurs mois pour obtenir qu'ils ne soient plus détenus au régime des droits communs et jamais ils n'obtiendront l'intégralité du statut de détenu politique tel qu'il est décrit au Code de procédure pénale. Certains seront mis en liberté provisoire mais assignés à résidence à Paris, loin de leur famille, de leur travail, abandonnés sans ressources dans le froid de notre hiver. Finalement, huit bénéficient d'un non-lieu et dix-huit vont être jugés.

Mais, il ne reste plus rien de l'accusation d'origine. Le commissaire divisionnaire Gevaudan, qui a fait l'enquête en Guadeloupe, dit dans son rapport : « Les investigations qui ont été menées à Pointe-à-Pitre n'ont pu apporter la preuve d'une responsabilité du G.O.N.G. dans la préparation, l'organisation et l'exécution des manifestations des 26 et 27 mai. »

Alors, comme on n'a pu établir aucune violence organisée par les inculpés, aucun complot, on reprend le délit subsidiaire qui est aujourd'hui l'article 88 du Code Pénal, après avoir été au moment des événements d'Algérie l'art. 80 § 1° et on reproche aux accusés d'avoir diffusé des écrits ou fait de la propagande pour adhérer à un mouvement dont le but était de séparer la Guadeloupe de la France. Tant et tant d'Algériens ou d'anciens colonisés de la France ont déjà été condamnés par l'application de ce texte, qui aujourd'hui exerce des responsabilités dans leurs pays indépendants, que l'on pourrait sourire s'il n'y avait derrière tout cela des hommes emprisonnés et un peuple malheureux.

Qu'importe les articles 72 et 73 de la Constitution qui permettent de modifier le statut des départements d'Outre-Mer et qui ont servi de base juridique à la loi référendaire de 1961 qui a amené en fait l'indépendance de l'Algérie. Qu'importe la loi référendaire sur la Côte Française des Somalis. La logique n'a jamais été une vertu gaulliste. L'orgueil gaulliste est atteint parce qu'il a fait massacrer des guadeloupéens, la répression féroce qui s'en est suivie et l'enquête démontrent que les seuls responsables de ces massacres sont les agents de son administration. Mais c'est une raison de plus pour que des hommes paient et comme on ne peut prouver contre eux aucun acte répréhensible, on les poursuit pour leurs idées.

Aujourd'hui, derrière ceux qui vont être jugés, les mouvements guadeloupéens trop longtemps divisés se rassemblent. Les travailleurs français doivent être solidaires des patriotes guadeloupéens car leurs combats sont liés. Peut-être est-ce parce qu'à Pointe-à-Pitre on a su faire condamner des hommes par les Tribunaux de flagrant délit, le lendemain même des émeutes que l'on a osé, à Caen, en faire condamner d'autres. Les morts de Pointe-à-Pitre et les emprisonnés de la Santé nous concernent.

Ce que l'on reproche surtout aux patriotes guadeloupéens, c'est d'avoir parlé de leur peuple et de sa libération nécessaire. Une phrase particulièrement séditieuse est relevée par le réquisitoire. Elle a été imprimée dans le numéro du 19 septembre 1964 du journal *Le Progrès Social* ; cette phrase, c'est : « Vive la Guadeloupe libre ».

Il serait vraiment trop facile d'ironiser et de comparer avec d'autres cris. Mais que celui qui disait quelques mois après : « C'est le génie de notre temps que chaque peuple puisse disposer de lui-même... » fasse jeter en prison des hommes auxquels il ne peut reprocher que d'avoir réclamé pour leur peuple ce droit à disposer d'eux-même, voilà qui fait tomber définitivement le masque de l'homme et de son régime. □

## Tribune Socialiste

VOUS

OFFRE

jusqu'au  
28 février  
des  
abonnements  
au prix spécial

6 mois : 9 F

1 an : 17 F

Nom : .....

Adresse : .....

Faites parvenir ce bulletin  
accompagné d'un chèque  
bancaire ou postal, ou un  
virement postal au :

C.C.P. Paris 58-26-65

Tribune Socialiste, 54, bd  
Garibaldi, Paris-15°.



## Les Fédérations au travail

● **COTE-D'OR** : Une trentaine d'étudiants et d'enseignants se sont retrouvés à Dijon les 10 et 11 février pour étudier la situation de l'enseignement, plus particulièrement dans le deuxième cycle et le supérieur. Après quelques aperçus sur l'évolution historique, le débat a porté sur les différentes formes de ségrégation sociale dans l'Université : l'enseignement des lettres a été particulièrement mis en cause, dans les rapports pédagogiques, le type de culture, les critères d'orientation qu'il implique actuellement. D'autres commissions ont évoqué les problèmes de recherche et de travail inter-disciplinaire. Avec la collaboration de Robert Chapuis et d'Abraham Behar, les participants ont recherché dans ces différents domaines les moyens de développer une action socialiste cohérente qui ne reste pas de l'ordre des idées.

● **BAS-RHIN** : La reprise des cartes de la section de Strasbourg s'est traduite le 7 février par plusieurs adhésions. Une nouvelle section est maintenant constituée à Molsheim autour de Jean-Paul Cagne. L'enquête préparatoire au conseil national a pris un bon départ et permettra de préparer les réunions qui se tiendront au mois de mai, lors de la venue de Michel Rocard.

● **MORBIHAN** : Le congrès annuel de la fédération s'est tenu à Vannes, le samedi 10 février, en présence de Marc Heurgon. Le secrétaire fédéral Eugène Queverdo a présenté le rapport d'activité qui a marqué particulièrement les progrès de la section de Vannes qui, animée par Georges Pondaven, a doublé ses effectifs depuis la campagne des législatives et va atteindre bientôt ses 40 adhérents. René Crouvizier et Robert Vallade, conseillers

municipaux de Lorient, ont fait état des plus grandes difficultés d'implantation dans ce secteur, mais aussi de l'effort entrepris particulièrement dans le domaine du Vietnam. Une commission fédérale a été chargée d'animer la recherche dans le domaine économique et social en prévision du conseil national.

Le dimanche 11 février, une première réunion s'est tenue à Auray, visant à constituer une nouvelle section dans ce secteur. Une trentaine de participants ont posé de nombreuses questions sur les propositions du P.S.U., sa place au sein de la coalition de gauche, le problème de la laïcité, le travail avec les militants chrétiens. La préparation d'une prochaine réunion visant à créer une nouvelle section sur Pontivy avec le concours d'Yves Le Foll est activement mené.

● **CHER** : Jacques Malterre a animé le 9 février, deux réunions à Saint-Florent-sur-Cher, où notre camarade Albert Duchereux est conseiller municipal et à Vierzon. L'exposé et les questions ont principalement porté sur les problèmes économiques et sociaux dans un département souvent sacrifié par la politique gaulliste. L'effort d'implantation du P.S.U. se poursuivra au cours des prochains mois.

● **SEINE-SAINT-DENIS** : La jeune et dynamique section d'Epinay, animée par Jean-Claude Bauer a réuni une centaine de militants et sympathisants pour sa réunion du 9 février. Edouard Depreux et Marc Heurgon (remplaçant Michel Rocard), entourés de Jean Arthuys et de Jean Petit, Secrétaire fédéral, ont présenté le P.S.U. et son programme ; de nombreuses questions ont permis de mesurer l'audience que le parti est en train d'acquérir dans cette grande cité de la banlieue nord.

## Le congrès Vietnam de Berlin-Ouest

Depuis le 15 janvier les manifestations de lycéens, d'étudiants et même de jeunes travailleurs se multiplient en Allemagne de l'Ouest. A Brême, à partir du 18 janvier, les lycéens, bientôt rejoints par des ouvriers paralysèrent pendant plusieurs jours le trafic pour protester contre la hausse des tarifs des transports publics (tramways, autobus) et forcèrent l'administration de la ville à reconsidérer le problème. Leur exemple fut suivi dans toute une série de grandes villes, Kiel, Hambourg, Bochum, Freiburg au grand émoi des autorités régionales et fédérales. A Berlin-Ouest, à Francfort, et dans d'autres villes de moindre importance des démonstrations contre l'agression américaine au Vietnam ou contre la dictature fasciste de Grèce donnèrent lieu à des chocs violents avec la police.

Il n'en fallait pas plus pour que la presse du magnat Springer et même une grande partie de la presse dite libérale ne se déchaînent contre les « fauteurs de désordre » en les comparant aux S.A. de Hitler et en les accusant de saper l'« ordre démocratique » de la République Fédérale, alors que les activités du N.P.D. trouvent dans ces mêmes journaux des censeurs beaucoup plus indulgents, pour ne pas dire quelquefois bienveillants.

L'assemblée fédérale (le Bundestag) elle-même jugea bon de consacrer un débat à la situation et quel débat ! Comme beaucoup de journalistes peu suspects de sympathie pour les jeunes manifestants l'ont remarqué, il n'y fut guère question que de mesures policières, que de répression accrue. Le ministre de l'Intérieur, le chrétien-démocrate Lücke, eut même le triste courage de justifier les méthodes d'espionnage du service de protection de la constitution, apparentées à celles de la C.I.A.

Dans cette atmosphère, le bourgmestre régnant de Berlin-Ouest Klans Schütz voulut aussi montrer qu'il n'était pas en reste et décida d'interdire un congrès Vietnam organisé par le S.D.S. (étudiants socialistes) à Berlin-Ouest avec la participation de nombreuses organisations de jeunesse d'Europe occidentale. Cette interdiction n'a fait naturellement qu'envenimer la situation à Berlin où les organisateurs maintiennent leur congrès des 17 et 18 février. Il semble donc qu'on approche d'une épreuve de force. Dans cette bataille le P.S.U. est naturellement solidaire de tous les jeunes qui, aujourd'hui, sont avec les syndicats les meilleurs défenseurs de la démocratie. □

### Courrier du PSU

CPN de septembre - Novembre 1967.

CPN de novembre - Novembre 1967.

CPN de janvier - Janvier 1968 (à paraître).

Abonnements : C.C.P. de T.S. n° 58.26.65

1 an ..... jusqu'au 31-1-68 10 F

1 an ..... à partir du 1-2-68 15 F

Numéro :

Jusqu'au 31-1-68 ..... 2 F

A partir du 1-2-68 ..... 2,50 F

## Calendrier

**Vendredi 16 février - Grenoble** - Théâtre municipal - 18 à 24 h. Six heures pour le Vietnam - Débat « Comment la guerre peut-elle finir » avec Michel Perraud, président de l'UNEF, Claude Roy, Jean-Pierre Vigier, sous la présidence du docteur Daniel Hollard, conseiller municipal de Grenoble. Films sur le Vietnam, poésies, chansons.

**PARIS - 81, rue Mademoiselle - Paris 15<sup>e</sup>** - débat organisé par la section Sciences des E.S.U. et ouvert aux sympathisants sur les problèmes de l'Université.

**Vendredi 16 février - Orsay** - Débat public avec Jacques Malterre sur la T.V.A. et les problèmes économiques.

**Dimanche 18 février - Cherbourg** - 9 h 30 Hôtel de Ville - Réunion d'information du P.S.U. avec Pierre Marchi, membre du bureau national. « La Sécurité sociale, ce qu'elle est actuellement, ce qu'elle devrait être. — La situation économique : l'emploi, les prix, le pouvoir d'achat. »

**Mardi 20 février - Paris - 81, rue Mademoiselle - Paris 15<sup>e</sup> - 20 h 30 - 2<sup>e</sup> séance du stage E.S.U.** « Le capitalisme d'organisation en France ; ses liaisons avec le capitalisme européen : le marché commun » avec Jacques Malterre.

**Mercredi 21 février - Toulouse** - Meeting du P.S.U. avec Manuel Bridier.

**Mercredi 21 février - Bruay-en-Artois** - Réunion publique avec Jacques Malterre sur les problèmes de l'emploi.

**Vendredi 23 février - Paris - 81, rue Mademoiselle - Paris 15<sup>e</sup> - 3<sup>e</sup> séance du stage E.S.U.** « Comment animer et faire vivre une section », avec Claude Dubois.

**Vendredi 23 février - Paris 15<sup>e</sup> - Centre international protestant (8, villa du Parc-Montsouris) - 20 h 30 - L'OLAS et l'Amérique Latine** - Débat animé par Manuel Bridier.

**Samedi 24 et dimanche 25 février - Mairie de Cachan** - Colloque sur « La gauche et l'Europe », organisé par les « Rencontres Socialistes de Grenoble » et la « Gauche Européenne ». — La délégation du P.S.U. comprendra notamment Michel Rocard, Marc Heurgon, Jacques Malterre, Manuel Bridier, Pierre Naville.

**Samedi 24 et dimanche 25 février - Grenoble** - Christian Guerche animera des réunions sur la presse du parti, sur l'animation et la vie des sections.

**Dimanche 25 février - Alençon** - (8, rue du Collège) - 8 h 45 - Congrès de la fédération de l'Orne, avec la participation de Marc Heurgon.

## Meeting Vietnam

MARDI 20 FEVRIER à 20 h 30,

Cinéma LE PALERMO

101, boulevard de Charonne (métro : Bagnollet)

Organisé par :

Les Comités Vietnam National 11<sup>e</sup> - 12<sup>e</sup> 20<sup>e</sup> - Comités Vietnam Lycéens Paul Valéry, Voltaire, Hélène Boucher - Les sections 11<sup>e</sup> - 12<sup>e</sup> - 20<sup>e</sup> du P.S.U. - Le M.C.A.A. du 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup>.

avec :

Denis BERGER (Tribunal B. Russell). Jean-Marie VINCENT (P.S.U.). Claude BOURDET (M.C.A.A.).

FILMS :

de Roger PIC et la participation de Colette MAGNY.

## Nécrologie

Les membres de la section d'Alès du P.S.U. ont le regret de faire connaître le décès de leur camarade Germain David, directeur du centre d'orientation scolaire et adjoint au maire pour l'enseignement et les affaires culturelles.

Sa haute compétence et son grand dévouement lui valaient l'estime de toute la population et l'avaient conduit à siéger dans diverses associations.

Son adhésion au P.S.A. puis au P.S.U. était due à son souci de justice et de progrès pour les grandes causes : paix en Algérie d'abord, défense de la laïcité et de l'enseignement public, réforme de l'enseignement ensuite. C'est animé du même idéal qu'il participa à l'élaboration du programme de la liste, P.C.-P.S.U. et républicains, élue aux élections municipales de 1965 et qu'il assumait ses fonctions d'adjoint.

Nul doute que la triomphale réélection de cette liste en septembre 1967 après la dissolution prononcée par le conseil d'Etat ne lui doive une part importante de succès. En effet, les réalisations municipales préparées par la commission de l'enseignement et des affaires culturelles : rénovation du musée, de la bibliothèque, création d'un centre culturel communal, etc., répondaient à un besoin et avaient été étudiées avec de nombreuses collaborations extra-municipales.

Le bureau national du P.S.U. et la fédération du Gard assurent son épouse et ses deux enfants de leur très vive sympathie.

## MATERIEL DISPONIBLE

Affiches :

- Le parti de votre avenir : P.S.U. .... 0,20 F
- Prenez un bon départ P.S.U. (l'avenir de votre région...) .. 0,23 F
- Bandeau T.S. .... 0,04 F

Brochures :

- Programme enseignement .... 1 F
- Programme santé ..... 2 F
- Critique du programme F.G.D.S. 2 F
- Le P.S.U., parti d'avant-garde... 2 F
- Statuts du P.S.U. .... 1 F

Cahiers du Centre d'études socialistes :

- Nos 64-68 : *L'Afrique recolonisée*, Th. Munzer et G. Laplace.. 5 F
- No 69 : *Révolution culturelle et expression artistique*, Albert Marchais ..... 2 F
- Nos 70-71 : *Réforme de l'entreprise ou contrôle ouvrier*, débat public sous la présidence de J.-M. Vincent entre F. Bloch-Lainé, Ernest Mandel et Gilbert Mathieu ..... 3 F

Paiement à la commande :

TRIBUNE SOCIALISTE

54, bd Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. 5826-65 Paris

## Vient de paraître

PROPOSITION DU P.S.U.  
POUR LA SECURITE SOCIALE

Supplément à Directive 121 - tirage limité - (34 pages + annexes). Quelques exemplaires disponibles, 2,50 F pièce.

RESTENT ENCORE DISPONIBLES pour les fédérations et sections :

— DIRECTIVE sur les luttes sociales ;  
— DIRECTIVE sur la stratégie internationale.

Nouveau tirage à 1 F les deux numéros.

Paiement à la commande : « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi, Paris-XV<sup>e</sup>, C.C.P. 5826.65.



E.L.F.

# L'empire de Guillaumat

Jean-Pierre Antébi

**L**e 28 avril 1967, les automobilistes découvraient sur toutes les routes de France une nouvelle marque d'essence.

Quatre mille points de vente avaient dans la nuit revêtu les couleurs bleu et rouge marqués des trois lettres E.L.F.

L'opération avait été préparée pendant plusieurs mois dans le plus grand secret, et accompagnée d'une campagne publicitaire importante. Elle avait pour but de conquérir un marché national et international qui permettrait au groupe de lutter à égalité avec les trusts étrangers.

Désormais la France dispose de deux grands réseaux de distribution : le groupe TOTAL contrôlé par la Compagnie Française des Pétroles, le groupe ELF, où l'Etat est majoritaire, auxquels s'ajoute AN-TAR à capitaux privés.

La création de E.L.F. s'est faite à partir des réseaux « Caltex » et « Avia » en France. Il est présent en Belgique où PIC est devenu ELF-Belgique, en Hollande où il a vendu 500.000 tonnes de produits pétroliers en 1966, en Italie où ELF-Italie en a écoulé 400.000 tonnes, en Allemagne où ELF-Mineralöl en plus de 640.000 tonnes de produits pétroliers a écoulé 610 millions de mètres cubes de gaz.

La volonté de créer un tel groupe ne date pas d'aujourd'hui. Déjà entre les deux guerres, la politique pétrolière française avait les mêmes objectifs que le groupe ERAP constitué le 1<sup>er</sup> janvier 1966 et connu sous le nom de ELF :

— Contribuer à l'approvisionnement, en gaz et en pétrole, du pays.

— Développer une industrie nationale du pétrole et faire de celui-ci une source de devises.

## Le groupe ELF

Ses filiales sont multiples mais peuvent être divisées en deux groupes, auxquels il convient d'ajouter la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine dont l'importance justifie une gestion autonome.

Les filiales de recherches et de production les plus anciennes, sont rattachées à l'ERAP. Les moyens techniques, qu'ils soient humains ou matériels, ont été regroupés dans la « Société Française de Recherche et d'Exploitation du Pétrole ».

Les filiales de raffinage et de distribution sont venues de la nécessité pour le groupe de commercialiser

lui-même sa production. La vente est faite par ELF-distribution, le raffinage par ELF-union qui regroupe l'Union Industrielle des Pétroles, la Société Rhône-Alpes, la Compagnie de la Raffinerie de l'Île-de-France, etc.

La Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine est la filiale majoritaire du groupe, mais elle a une forte participation privée, ce qui justifie l'autonomie de sa gestion.

Elle possède ses propres filiales de recherche et de production, et même de pétrochimie ; par contre en ce qui concerne le raffinage et la distribution, elle utilise l'ensemble du groupe ELF.

## La prospection

Le groupe dispose actuellement de 17 équipes de géophysique, de 56 appareils de forage qui travaillent sur terre et sur mer. En 1966 près de 500.000 mètres ont été ainsi forés, contre 400.000 en 1965, et le rythme d'accroissement s'est accru en 1967.

Le principal secteur de recherche est évidemment la zone franc. Le groupe a joué un rôle moteur en France et en Afrique. Depuis 1939 sept gisements ont été exploités en France par ses filiales, depuis 1955 dix en Algérie et au Sahara, enfin quatre au Congo, trois au Nigéria, un au Gabon et un autre en Amérique. Il s'agit-là aussi bien de gisement de pétrole que de gisement de gaz.

Ayant ainsi contribué à créer une zone franc du pétrole face aux zones dollar et sterling le groupe devait chercher à élargir son horizon afin de diversifier ses sources d'approvisionnement. Soit seul, soit en association, il a des intérêts qui couvrent une superficie de 1.350.000 km<sup>2</sup> dans 24 pays sur 5 continents, dont 500.000 km<sup>2</sup> de prospection marine.

Mais s'il est présent partout, c'est surtout au Moyen-Orient que sa politique est caractéristique, puisqu'aussi bien en Iran qu'en Irak, il a accepté d'être entrepreneur pour le compte d'une autre compagnie ; il sera rémunéré en nature sur les réserves découvertes.

## La production

La production de pétrole brut est de 17,6 millions. Si l'on ajoute ce qu'il commercialise pour le compte



Dans la ligne de Mattei

d'autre groupe, c'est de plus de 20 millions de tonnes qu'il dispose. Ce qui en fait l'un des quinze premiers producteurs du monde.

● **Le pétrole** : aujourd'hui la production proprement française avoisine 3 millions de tonnes dont 500.000 dans le bassin parisien et en Aquitaine.

En Algérie, en 1966, il disposait de 15 millions de tonnes pour un total de 34 pour l'Algérie et le Sahara, dont 6,5 provenant de la CR-EPS premier producteur saharien et 6,5 de la S.N. Repal (Hassi-Messaoud).

Le Gabon produit pour la S.P.A.-F.E. 1.250.000 tonnes et un nouveau gisement exploité en commun avec la SHELL-Gabon donnera 3 millions de tonnes en 1968.

Le Nigéria avec les gisements d'Obagi fournit 2 millions de tonnes à la S.A.F.R.A.P.

Enfin la S.N.P.A. dispose avec Rainbou Lake du deuxième grand gisement canadien.

● **Le gaz** : le groupe dispose également de la totalité de la production de gaz naturel.

Lacq produit aujourd'hui 5 milliards de mètres cube, Saint-Marcet 200 millions.

D'autre part de nouvelles réserves qui semblent considérables ont été découvertes récemment.

Il convient d'y ajouter le gisement de Hassi R'Mel au Sahara dont les réserves sont estimées à 2.000 milliards de mètres cubes et qui en fournit 2 milliards par an.

Le groupe ELF est au deuxième rang européen pour le gaz naturel.

● **Le soufre** : il est aussi au troisième rang mondial pour le soufre, avec 1.400.000 tonnes qui sont récupérées à partir du gaz de Lacq. D'importatrice qu'elle était, la France est devenue l'un des premiers exportateurs.

## Le raffinage

En 1959 le groupe ne possédait aucun moyen de raffinage.

En 1967, il disposait d'une capacité globale de 12 millions de tonnes. En 1970 sa capacité dépassera 20 millions.

La croissance rapide des besoins français en pétrole (15 millions de tonnes en 1952, 30 millions en 1960, 60 millions aujourd'hui) de même que le besoin de trouver des débouchés pour le pétrole de la zone franc ont conduit le groupe à créer un réseau de raffineries et France et à l'étranger.

L'acquisition de Caltex-France lui donnait la raffinerie d'Ambes, d'une capacité aujourd'hui de 2 millions de tonnes. Depuis 1964, la raffinerie Rhône-Alpes à Feysin lui fournit 2,3 millions de tonnes par an, avant d'être portée à une capacité de 6 millions dans un avenir proche. Elle traite aussi à l'aide de son « steam-cracking » 1 million de tonnes qui donne de l'éthylène, du propylène et du batadiène.

La raffinerie de l'Île-de-France à Grandpuits fournit actuellement 3,6 millions de tonnes.

Au total, la capacité en France était en 1967 de 8,7 millions de tonnes, en 1968 elle sera de 12 millions.

La raffinerie du Vexin à Gargenville, actuellement en construction, fournira 3,6 millions de tonnes.

En Allemagne la filiale « Elf-Mineralöl » dispose de la raffinerie de Spire : 2,3 millions de tonnes de pétrole et 610 millions de m<sup>3</sup> de gaz.

En Belgique un accord avec « Albatros » lui fournit 1 million de tonnes.

Enfin le groupe a pris de fortes participations dans de nouvelles raffineries à Dakar, Abidjan, Port-Gentil et Tamatave, ainsi qu'au Cambodge et aux Antilles.

## La pétrochimie

Les dérivés du pétrole et du gaz forment une partie importante des activités du groupe. La S.N.P.A. dispose à Lacq depuis 1960 d'un important complexe qui produit 80.000 tonnes d'éthylène, 70.000 tonnes de benzène, 45.000 tonnes d'éthyl-benzène, 25.000 tonnes de cyclohexane, 30.000 tonnes de styrène. Elle produit également grâce à la présence du soufre des composés sulfurés de la chimie organique des produits thio-organiques et 140.000 tonnes d'acide sulfurique.

Il serait fastidieux d'énumérer toute la production de ses filiales Aquitaine-Plastique et Aquitaine-Organico, de même que tous les dérivés d'éthylène produits par ses diverses filiales. Disons simplement que le groupe ELF est aujourd'hui le premier producteur français de soufre, de benzène, de rilsan, qu'il sera bientôt d'éthylène et qu'il est le deuxième de matière plastique, sans oublier les usines qu'ils construit seul ou en association dans le but de produire des engrais.

Tel est l'empire sur lequel règne Pierre Guillaumat, ancien ministre. □



## Interview

Adamov en proie  
à l'Amérique

André Laude

Arthur Adamov revient de loin. Des lisières de la mort. D'un pays nommé coma. Des mois durant, l'auteur de *Printemps 71* a lutté entre absence et présence. Aujourd'hui, évadé de la zone d'ombre, miraculé, Adamov vit à nouveau. Vit et travaille. La main et la plume se sont, une fois encore, épousées. Il achève actuellement une pièce « *Off limits* », tandis que Gallimard s'apprête à publier le tome IV de son théâtre, qui réunira *Printemps 71* et une « clownerie » « *M. le Modéré* », ainsi qu'un volume de prose, une sorte de confession « *L'homme et l'enfant* ». Arthur Adamov a bien voulu répondre à quelques questions posées par « T.S. ». L'entretien a lieu dans le petit logement, bourré de livres, de journaux qu'il occupe rue Champollion, en plein quartier Latin.

\*\*

— Comment situez-vous « *Sainte Europe* » dans le processus de développement de votre œuvre de théâtre ?

— « *Sainte Europe* » est pour moi une pièce importante. En effet, j'ai pu fondre les éléments oniriques, qui m'apparaissent toujours indispensables au théâtre (quiconque a lu mes écrits théoriques sait que de toutes mes anciennes pièces, je préfère le « Professeur Taranne », qui est la relations non truquée, non métaphysique d'un rêve) et les éléments historiques dont, de plus en plus, je crois que le théâtre ne peut se passer. A ce sujet je vous dirai que je dois rire très tristement quand on oppose, comme l'a fait dernièrement un critique d'un journal du soir réputé, Antonin Artaud à Ber-

told Brecht. Pour moi, le théâtre a la mission de faire surgir à la fois le monde fluide du rêve, et le monde, lui, bien compact, bien réel de l'histoire, et je ne vous apprendrai rien en rappelant que, qui dit histoire, dit *luttés de classes*. « *Sainte Europe* », plus précisément, étale la vanité et le mensonge d'un régime, de plusieurs régimes qui, sous le couvert d'un vocabulaire moyenâgeux, concourent à des intérêts sordides, je reviens sur le mot de tout à l'heure, sur des intérêts de classes.

— « *Sainte Europe* » vous satisfait-elle mieux que « *Printemps 71* » ?

— Je crois qu'elle marque un progrès, en ce sens que, dans *Printemps 71*, il me semble avoir été un peu trop collé aux faits, ne m'être pas suffisamment éloigné de la tragique et anecdotique histoire.

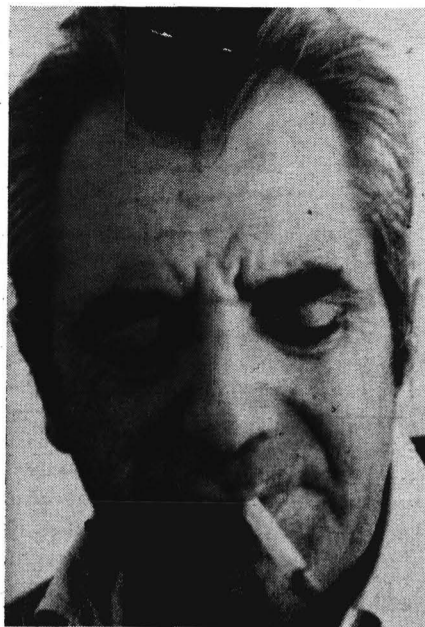
— Peut-on dire qu'il existe deux Adamov, celui du « théâtre de l'absurde », celui du « théâtre engagé » ?

— Il n'y a pas deux Adamov. Y en a-t-il jamais eu deux ? Oui, il y en a eu deux, celui d'avant le *Ping Pong*, celui d'après le *Ping Pong*. Le *Ping Pong* a été pour moi la première pièce où j'ai réalisé que le rêve pouvait côtoyer certains problèmes comme ceux — je m'excuse de mon pédantisme — de l'aliénation et de la réification.

— Un dramaturge tel que Peter Weiss, auteur de « *Marat-Sade* », vous paraît-il ouvrir des voies révolutionnaires au théâtre politique ?

— Certes oui ! Mais je ne répondrais pas de la même manière affirmative sur quelques auteurs qui essaient de brouiller esthétique et politique, et de faire applaudir une juste cause et une mauvaise pièce. Il y a maintenant un théâtre qui ose, et qui a bien raison d'oser, se nommer théâtre de propagande, et qui n'est pas fatalement mauvais, ridicule, mais pour être sincère je n'ai vu de toute ma vie qu'une seule bonne pièce de propagande « *Die Korectur* » — la correction — de Heiner Müller. Cette pièce avait la sécheresse que je réclame, et rien de cet humanisme pleurnichard qui m'exaspère, à gauche particulièrement.

— « *Off limits* » est le titre de la pièce que vous rédigez actuellement.



Arthur Adamov

C'est, je crois, une pièce « américaine ». De quoi s'agit-il exactement ?

— Je n'ai pas voulu dans *Off limits* me limiter à la lutte nécessaire menée par les camarades américains contre le président Johnson et son ignoble politique. *Off limits* est l'image des U.S.A. tels que je les ai vus — j'y ai vécu — et tels que je les retrouve dans certaines de leurs œuvres littéraires et musicales. *Off limits* doit refléter à la fois tous les aspects de la vie américaine. Il faut que l'on y retrouve le living theater et ses happenings, mais déjà jugés, « distancés » comme dirait Brecht.

— Sera-ce seulement un réquisitoire ?

— Ce sera bien sûr un procès, mais ce sera aussi l'expression d'une certaine sorte de fascination qu'exerce un pays dévasté par la violence et le racisme, et où fleurissent côte à côte la partouze, l'homosexualité, la drogue et aussi, bien entendu, l'authentique désespoir qui naît de la rencontre de tous ces éléments.

— Quelle est l'Amérique d'Arthur Adamov ?

— C'est celle des années folles, de Scott Fitzgerald, d'une délicatesse sans précédent, d'une aristocratie comme n'en ont pas les aristocrates, de Charlie Parker le musicien noir qui finit si tragiquement, et aussi de Malcolm Lowry, l'auteur d'*Audessous du volcan*, et aussi, j'allais les oublier, des deux grands poètes que sont Allen Gnisberg et Bob Kaufman.

— Ne craignez-vous pas d'être traité de pro-américain par des fanatiques ?

— Non ! car je fais tout ce qui est en mon petit pouvoir de faire, pour que le dernier des GFS s'écrase avec le dernier de ses avions dans la mer !

## Musique

En attendant  
Baudo

Marc Écheverry

C'est avec curiosité qu'était attendu le premier concert de musique contemporaine de l'orchestre de Paris. Première déception : « *Eclats* » de Pierre Boulez avait été remplacé par une œuvrette de Benjamin Britten dont le seul mérite est de mettre en relief les qualités des différents pupitres de l'orchestre. Ensuite l'hommage de Pederecki aux victimes d'Hiroshima, avec ses glissements de cordes imitant sirènes ou vrombrissements d'avions, dépassé rarement l'illustration sonore élémentaire d'un événement dont l'évocation devrait provoquer un horrible malaise.

Il y a plus grave ! Le 3<sup>e</sup> concert, s'il n'est pas du meilleur Bartok, exige à la fois un sens percutant du rythme et une grande humilité poétique dans le mouvement lent. L'orchestre dirigé par Serge Baudo, n'a pu fournir qu'un commentaire fade au « discours pianistique » pâteux et maniéré de Samson François.

Avec Messiaen, il était heureusement plus difficile de rester indifférent. On peut contester la délicatesse de ses moyens sonores, on ne peut nier leur efficacité. « Et exspecto resurrectionem mortuorum » s'impose. Du paroxysme final de cuivres et de gongs, on ne peut que sortir abruti ou libéré. Là est la question. Conçue pour les grands espaces, l'œuvre a pu sembler trop massive, à qui connaît l'interprétation claire et précise de Boulez (\*). Mais peut-être n'est-ce là qu'une question d'acoustique.

Si l'orchestre de Paris a déjà fait magnifiquement, ses preuves dans le domaine romantique, il nous doit très vite un concert moderne plus convaincant et mieux au point. A cet égard, ne gagnerait-il pas à travailler avec d'incontestables spécialistes de la musique de notre temps ? □

(\*) Voir « T.S. » n° 270 du 22 janvier 1966.

CHAQUE  
SEMAINE  
LISEZ

Tribune  
Socialiste

JEAN RABAUT

JAURES  
ET SON  
ASSASSIN

(mfo)

LE CENTURION



## Théâtre

# Le retour de Pirandello

Bernard Sizaïre

Affiché dans quatre théâtres parisiens, applaudi à Bourges et à Amiens, le centenaire Pirandello fait preuve d'un étonnant dynamisme. La «*Guilde*» donne une version très convaincante de «*On ne sait jamais tout*» (1) dans la mise en scène de Daniel Leveugle, illustrant les intermèdes avec une intelligente efficacité. Le Théâtre de France a confié à Giorgio de Lullo la présentation du «*Jeu des Rôles*» (2). Travail d'une minutie exemplaire dans les décors insolites de Pier Luigi Pizzi, avec un comédien extraordinaire, dont on ne dira jamais assez qu'il est un des meilleurs : Jean Desailly.

Coincé entre la stature cosmique de Claudel et les paraboles marxistes de Brecht, le théâtre de Pirandello peut passer pour un art décadent. Généralement, on reconnaît au dramaturge sicilien une grande habileté technique dans l'exploitation et la systématisation des trouvailles d'un Calderon ou d'un Corneille. Ceux qui contestent l'originalité de ses postulats voient dans «*La Vie est un songe*» et «*L'Illusion comique*» une sorte de pré-pirandellisme.

N'est-il alors qu'un magicien astucieux, faisant raisonner des oisifs dans les salons surannés de l'Italie de l'entre-deux guerres ? Incontestablement la démarche pirandellienne se situe à l'intérieur de la bourgeoisie et ne nous concerne apparemment pas plus que celle de Proust ou de Valéry. De même que la psychanalyse a été qualifiée de «*science bourgeoise*» par les tenants d'un marxisme mécanisé, le pirandellisme a pu passer ici ou là pour une coquetterie d'intellectuel stérile.

Alors que le marxisme lui-même oscille entre la sclérose et la mise en question de quelques-unes de ses plus belles certitudes, il apparaît qu'une interrogation sur ce que nous sommes et sur les «*possibles*» de l'homme n'est peut-être pas vaine. On peut se demander si le but fondamental de la société socialiste est de réconcilier l'homme avec lui-même, dans quelle mesure la lucidité «*gratuite*» des bourgeois pirandelliens n'est pas la prise de conscience des déchirements et des contradictions qu'un certain type de société impose au plus profond de chaque individu. A la limite toute réflexion sur la versatilité des opinions bourgeoises est hautement tonique.

Dans «*On ne sait jamais tout*», comme dans «*Le Jeu des rôles*», le poids de l'opinion, le sens des convenances et des réputation, le jeu des rapports humains et des simulacres sociaux altèrent gravement chaque personnalité. Dans ce tourbillon de possibles et ce vertige d'idées contradictoires, chacun perd pied et se cherche un pivot. Il s'agit en réalité d'une contestation infiniment plus sérieuse que celle d'un certain théâtre contemporain misant sur l'incommunicabilité des êtres et la détérioration du langage. Chez

Pirandello tout est clair et net et si parfois le langage s'affolle, c'est parce que les bases mêmes de la société qu'il exprime sont vacillantes.

### Des bouffons shakespeariens

Diego Cinci, le raisonneur d'«*On ne sait jamais tout*», a la lucidité amère des bouffons shakespeariens. Mais c'est un bouffon bien élevé, plus insidieux qu'Hamlet quand il déconcerte les pauvres courtisans du Royaume du Danemark. C'est aussi un bouffon d'une douloureuse indulgence, alors que Léone Gala, le mari complaisant du «*Jeu des Rôles*» atteint un degré d'indifférence dangereusement équivoque.

Cet étranger volontaire, poussant à l'absurde le sens des convenances jusqu'à provoquer un duel pour défendre l'honneur d'une épouse dont il est depuis longtemps séparé, rétablit par un cruel tour de passe-passe un dérisoire ordre des choses. Il répond au piège de sa femme par une machination plus crapuleuse encore qu'il accomplit comme une méprisable nécessité. Puis, pour n'être pas emporté dans le tourbillon, il se réfugiera dans la gastronomie, il se lestera de bonne nourriture comme un «*héros*» de Ionesco.

Tout grand théâtre renvoie inévitablement à Shakespeare, car la scène reste le lieu privilégié où le monde est confronté avec ses apparences, comme Macbeth avec le spectre de Banquo. C'est sans doute dans son implicite référence à Shakespeare que Pirandello redevient moderne, par cette attitude réflexive de l'homme qui élargit le champ de sa conscience à mesure qu'il met à nu ses propres contradictions. Si pour nous, socialistes, la seule issue réside dans la transformation d'un type de société qui défigure l'homme, j'aimerais qu'un Pirandello de gauche nous révèle nos incohérences, nos aveuglements. Ne sommes-nous pas parfois tentés de jouer au militant politique et de nous étourdir par des gestes que nous accomplissons plus par besoin d'exorcisme que pour changer le monde ? □

(1) T.E.P., rue Malte-Brun, Paris (20<sup>e</sup>).

(2) Théâtre de France, Paris (5<sup>e</sup>).

● Le théâtre complet de Pirandello a été édité en 10 volumes, chez Gallimard.



Wanda Kerien et Henri Garcin

H. Guérard

## Intrusion du fantastique

Jean Helms

Les sinistres rougeoiements qui concluent «*Monsieur Biedermann et les incendiaires*» illustrent une double invraisemblance : Comment un bourgeois égoïste et peureux peut-il ouvrir sa porte et son toit à un inconnu aux allures suspectes ? Surtout quand la presse, l'opinion, l'avertissent d'un danger public ? Enfin devant des préparatifs complaisamment étalés, comment Monsieur Biedermann ne comprend-il pas qu'on organise, devant ses yeux, l'incendie de sa propre maison ? C'est un peu la question que pourraient se poser des historiens devant un pays de haute culture plongé dans le fascisme.

Monsieur Biedermann proclamait à qui voulait l'entendre qu'il fallait pendre ces incendiaires. Alors pourquoi accueille-t-il chez lui un homme au passé plutôt douteux ? En partie par sensiblerie, en partie par courtoisie. En fait, dans une crapule habile à flatter ses faiblesses, le bourgeois reconnaît un semblable, voire un supérieur. L'acceptation d'un inconnu, et, avec lui, du mystère, dans cette maison soigneusement calfeutrée, prend du même coup une troublante plausibilité.

C'est un des deux incendiaires qui répond lui-même à la seconde invraisemblance, au fait que Biedermann s'aveugle délibérément devant la machination qui va causer sa perte. «*La meilleure façon de se dissimuler, explique Durassier à son hôte qui ne le comprend évidemment pas, c'est*

de dire la vérité toute crue. Il semble si énorme que la montagne de bidons installée au grenier, au nez de tous, soit vraiment de l'essence que le maître de maison ne peut y croire. Il faudra que flambe la maison comme un Reichstadt miniaturisé pour que ses yeux se dessillent enfin. Ou plutôt pour qu'il ose s'avouer ce qu'il voulait se cacher jusqu'ici.

C'est sur ce point qu'on peut comparer Max Frich aux modernes dramaturges anglais : on rit de plus en plus alors que la tragédie frappe à la porte comme le poing du commandeur. Toute la fascination du spectacle tient dans cette lente intrusion du fantastique dans un univers quotidien.

D'où vient cependant cette insatisfaction que nous laisse la pièce ? Sans doute au fait que ce mécanisme trop bien réglé ne laisse pas de marge à l'incertitude, au rêve. En outre, acteurs et metteur en scène accentuent encore cette fâcheuse tendance réaliste, notamment les incendiaires (Christian Barbier et Jean Paredes) tandis que Biedermann (Etienne Biery) force un peu trop sa stupidité. Ah, si Bernard Jenny avait pris le parti poétique d'aérer cette pièce par des indications plus vaporeuses (à la manière d'un Mauclair, par exemple) on aurait peut-être pu se hisser aux paysages d'un Ionesco ou aux fabulations d'un Brecht comme le suggère la jolie musique de scène de Wiener. □



**O. R. T. F.**

## L'exemple de la B.B.C.

René Lalli

Chaque fois qu'une censure abusive interdit le passage d'une émission à la radio ou à la télévision, ou qu'une personne est licenciée à l'O.R.T.F. à raison de ses opinions politiques, il est fréquent d'entendre citer le statut de la B.B.C. comme modèle d'un texte garantissant la liberté d'expression d'un organisme vis-à-vis de son gouvernement, tout en assurant au public une information objective.

J'ai eu la curiosité de lire ce texte, ou plutôt ces textes, car au statut proprement dit s'ajoute le texte de la « license », contrat qui lie la B.B.C. au ministère des Postes (General Post Office).

En France la pente naturelle d'un gouvernement est de faire passer ses idées et ses hommes dans le circuit de la radio et de la télévision, ces deux institutions étant d'une importance énorme pour influencer durablement l'état d'esprit d'une population tout entière. Cet état de choses est celui de l'O.R.T.F. où le gouvernement, par le canal du ministère de l'Information, influe constamment sur les informations directes, sur le contenu des émissions culturelles. L'autonomie du directeur général de l'O.R.T.F. est donc réduite, d'autant que sa gestion financière est prise en mains par le ministère des Finances.

### Les chartes successives

Il semble que nos amis britanniques gardiens jaloux de la dignité qui doit caractériser une information et un spectacle diffusés à l'échelle nationale, aient tout de suite ressenti cette pente fatale où est entraîné tout gouvernement en place. En effet la première charte de la B.B.C. après quatre ans de travaux préparatoires, date du 1<sup>er</sup> janvier 1927, c'est-à-dire peu de temps après les premières émissions radiodiffusées régulièrement. Cette charte, octroyée pour dix ans, fut renouvelée en 1937; cette fois elle étendait le domaine de la B.B.C. à la télévision d'une part et aux émissions destinées au Commonwealth. En 1947, troisième charte : des articles supplémentaires régissent les services en langues étrangères et les droits du personnel de la corporation.

1952 est une date importante, car avec le retour des conservateurs et de W. Churchill au pouvoir, la B.B.C. perd son monopole d'émissions en ce qui concerne la télévision. (En 1954, naissance d'une chaîne privée, diffusant de la publicité, l'I.T.A.)

Enfin, en 1964, cinquième charte, celle-là valable jusqu'en juillet 1976: le fait nouveau est l'extension de l'autonomie financière de la B.B.C.

Mais voyons ces textes de plus près ; car, répétons-le, la B.B.C. est régie par deux textes, la « charte », qui la constitue et décrit son organisation ; la « license », qui est un contrat signé entre le directeur général de la B.B.C. et le gouvernement (en l'occurrence, le général Postmaster, le ministre des Postes). Ce contrat, qui est soumis au parlement, décrit les droits et les devoirs de la B.B.C. vis-à-vis de l'intérêt général, en matière de finances, de technique, de droits de parole des membres du gouvernement, etc. Cette notion de contrat est fondamentale ; il n'y a pas ce que nous appelons en France la « tutelle » de tel ou tel ministère ; rappelons qu'en France, l'O.R.T.F. a été successivement sous la tutelle de droit des ministères des P.T.T., de l'Industrie et du Commerce, et de l'Information, sans oublier la tutelle de fait du ministère des Finances.

### Le droit de réponse

La B.B.C., elle, est traitée en organisme adulte. Après discussion, elle définit avec les ministères anglais intéressés les conditions techniques de son exploitation ; elle sait quelles servitudes politiques peuvent lui être imposées (un ministre anglais peut demander de faire passer une déclaration à la B.B.C., radio ou télévision) ; la B.B.C. a le droit de préciser que cette déclaration est faite à la demande du gouvernement ; si les frais occasionnés par cette opération sont élevés, la B.B.C. réclame une indemnité au gouvernement ; le droit de réponse n'est pas un droit écrit mais, en quelque sorte, un droit coutumier : la jurisprudence anglaise, en ce domaine, va toujours dans le sens du libéralisme. Enfin, cette « license » ce contrat, décrit les conditions dans lesquelles le ministère des Postes perçoit la redevance (elle est de 5 livres sterling pour un poste de télévision) ; cette redevance est reversée à la B.B.C., qui en dispose à son gré, dans les conditions décrites dans la charte.

Après les principales dispositions de la « license », voyons la charte : cette charte est « concédée » par la Reine (le texte anglais est écrit, en 1964, comme s'il sortait d'une plume élizabéthaine, dont les archaïsmes enchantent ou agacent selon l'humeur, comme ces défilés du couronnement ou les cérémonies du discours du trône). En fait, les ministères compétents et le Premier Ministre ont tout préparé et tout rédigé. Le parlement vote le texte de la charte, c'est-à-dire, qu'autrefois tous les dix ans, actuellement pour douze ans, il se donne le droit de

revoir les structures de la B.B.C. ; de plus, chaque année, les comptes de la B.B.C. lui sont présentés (donc « a posteriori », rappelons qu'en France, le budget de l'O.R.T.F. est fixé « à priori » et voté ainsi par la chambre des Députés). Enfin il vote le montant de la taxe.

La B.B.C. est dirigée par un conseil de gouverneurs de 9 membres, dont le traitement est fixé par la charte ; ces gouverneurs sont traditionnellement des hommes choisis dans « l'establishment », c'est-à-dire des hommes attachés aux valeurs morales de la « vieille Angleterre » ; c'est pourquoi les travaillistes sont un peu méfiants et, aux moments difficiles de sa gestion, Harold Wilson a pu accuser la B.B.C. de n'être pas assez coopérative.

Parmi ces gouverneurs, deux sont, de droit, les présidents des conseils nationaux de diffusion d'Ecosse et du Pays de Galls. Un troisième sera bientôt le président du conseil national de diffusion d'Irlande du Nord.

Cela est très important : l'O.R.T.F. à l'image de toute l'administration française est très centralisée ; malgré quelques timides réformes, un directeur régional à Toulouse ou à Strasbourg, n'a aucune autonomie vis-à-vis de la direction générale de Paris. En Grande-Bretagne, les conseils nationaux de diffusion, assistés de conseils consultatifs, sont composés des meilleurs éléments des différentes familles culturelles, spirituelles, politiques, corporatives de ces pays ; les stations de radio et de télévision diffusent leurs propres programmes ; ils relaient l'antenne nationale dans une proportion bien moindre qu'en France.

Ce qui est vrai pour les « nations » (Ecosse, Irlande, Pays de Galles), est vrai également, dans une moindre mesure néanmoins, pour les régions (Londres, Nord, Ouest, Midland). Enfin, un conseil consultatif général conseille le comité des gouverneurs pour le choix et l'orientation des programmes.

Ces neuf gouverneurs nomment le directeur général de la B.B.C. Actuellement, ce directeur général est sir Hugh Greene, forte personnalité catholique, le propre frère du romancier bien connu Graham Greene. Sous ses ordres plusieurs directions (radio, télévision, relations extérieures, technique, administration) employant 22.758 personnes (O.R.T.F. : 13.000 personnes environ). La B.B.C. dispose d'une autonomie financière réelle, sans tutelle ; elle peut emprunter 10 millions de livres pour ses besoins temporaires ; elle peut, par ailleurs, emprunter 20 millions de livres, soit près de 250 millions de nos francs actuels à long terme (rappelons que le ministre des Finances, Michel Debré, a toujours refusé cette possibilité à l'O.R.T.F., ce qui aurait permis de financer par l'emprunt le financement de la seconde chaîne et celui des installations couleur et ce qui aurait désamorcé le faux problème

de l'introduction de la publicité à la télévision).

Les partis politiques (travaillistes, conservateurs, libéral et aussi le parti communiste, le parti national écossais et le parti national gallois) disposent systématiquement de temps d'antenne dont ils usent à leur gré (par exemple, le parti travailliste dispose de 5 émissions télévisées, de 15 minutes, 3 de 10 minutes, chaque année ; le parti conservateur dispose des mêmes temps ; le parti libéral de 2 émissions de 10 minutes, etc. A la radio les temps sont équivalents). Les ministres peuvent demander des programmes ministériels (Ministerial Broadcasts) ; si l'opposition juge que la matière prête à controverse, elle peut demander que la controverse soit ouverte ; si le gouvernement ne s'y prêtait pas, ce serait une obligation par la B.B.C. En fait, le sens civique britannique fait qu'on n'en est jamais venu à ses extrêmes. De plus, la discussion du budget donne lieu à des émissions de controverse entre les deux principaux partis.

### But : l'objectivité

Enfin, dans le cas d'élections générales (comme en 1966) les temps d'antenne supplémentaires sont attribués aux partis, proportionnellement à leur influence réelle. Les comptes rendus des sessions du parlement sont donnés par des journalistes professionnels ; personne ne s'est jamais plaint de leur manque d'objectivité.

On peut donc dire que la B.B.C. répond pleinement à sa mission de distraire, d'éduquer, d'informer le public britannique. Son souci de le faire objectivement et dignement l'a conduit à adopter un ton « grande dame » qui peut agacer quelquefois ; encore que cet état de choses soit en train de se modifier sous la double influence de l'évolution de la jeunesse britannique et du style « radio-pirate » ; mais ce ton un peu compassé, est peut-être le prix à payer pour une information libre et digne s'adressant à des adultes ; faible prix, en vérité, en regard de cette conquête d'une civilisation démocratique : une presse, un cinéma, une radio et une télévision libres, libres aussi bien vis-à-vis des puissances d'argent que du Leviathan, le monstre gouvernemental. □

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup>)